



# Faire reculer le GOUVERNEMENT OUI, C'EST POSSIBLE !

*Les manifestations monstres de ces dernières semaines ont montré que le mouvement contre le projet gouvernemental sur les retraites ne faiblit pas, bien au contraire ! Chacune apporte de nouvelles et nouveaux manifestants remplaçant, et au-delà, ceux et celles qui n'ont pas pu revenir.*

*Les énormes cortèges dans toutes les villes, grandes, moyennes, petites, les grèves dans des entreprises privées comme dans les services publics, la mobilisation de la jeunesse avec les blocages de facs et de lycées, tout montre que nous sommes unanimes à rejeter le projet. Les questions que tout le monde se pose maintenant sont : comment faire reculer le gouvernement, comment gagner ? Mais aussi : quand est-ce que nous pourrions considérer avoir obtenu satisfaction sur nos revendications ?*

## Un gouvernement vomit par tout le monde du travail

Parmi les salariés, personne ne peut plus supporter les apparitions à la télé de ministres prétentieux qui ne connaissent rien de la vraie vie et osent venir nous donner des leçons, à nous, qui faisons tourner la société. On n'en peut plus de leur façon de venir nous dire : « Vous n'avez pas bien compris, je vais vous expliquer »... On a très bien compris que ce qui menace le système des retraites, c'est eux et leur volonté de puiser dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches.

## Comment préparer les prochaines étapes ?

La prochaine grosse échéance annoncée par l'intersyndicale est le 7 mars, et sans doute le 8 dans la foulée, avec plusieurs secteurs qui ont prévu une grève reconductible. L'intersyndicale nationale a dit être prête à « mettre le pays à l'arrêt » si le gouvernement ne retire pas son projet.

Ce retrait, c'est le minimum. Mais cela fait plus de trente ans que, sans autre raison qu'appauvrir les plus anciens, les gouvernements successifs ont dégradé le système des retraites. En 1982, alors que les richesses produites étaient bien moindres, pour tous les salariés, c'était 60 ans et 37,5 annuités. Ce qui était possible en 1982 l'est a fortiori 41 ans plus tard dans une société bien plus riche.

## Aller vers la grève générale

L'intersyndicale a menacé de « mettre le pays à l'arrêt ». Oui, il faut aller vers une grève générale qui remette les pendules à l'heure. Sans les travailleurs et les travailleuses, rien ne se produit. Si nous croisons les bras, la production ne sort pas et adieu les profits patronaux et les dividendes pour les actionnaires.

Nous le savons tous et toutes : quelques journées de paralysie de l'économie feraient vraiment basculer le rapport de force en notre faveur. La journée du 7

mars peut être une étape importante vers une grève générale.

## Nous avons besoin de discuter entre nous

C'est par tous les bouts que ce gouvernement s'efforce de prendre dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches. Il multiplie les attaques contre nous :

- l'inflation ronge un pouvoir d'achat déjà bien faible.
- la dégradation continue des conditions de travail avec, partout, le manque d'effectifs qui rend les journées harassantes.
- la réforme de l'assurance chômage, entrée en vigueur le 1er février, qui diminue la durée des prestations de chômage et enfonce un peu plus dans la précarité ceux qui ont perdu leur emploi.
- et, maintenant, ce projet sur les retraites qui transformerait les anciens en pauvres, comme c'était le cas jusqu'au milieu du siècle dernier.

Nous avons besoin d'échanger, entre nous, syndiqués ou non syndiqués, sur toutes ces questions et sur ce que nous devons faire pour gagner : quand et comment continuer la grève plusieurs jours de suite, sans attendre une prochaine date lointaine ? Comment élargir le mouvement, convaincre les collègues qui ne sont pas encore mobilisés et nous adresser aux autres secteurs et entreprises du monde du travail ?

La préparation des manifs et les cortèges eux-mêmes sont une première occasion d'avoir ces discussions. Mais nous avons besoin d'établir de véritables liens entre nous, de tenir des réunions, des assemblées générales de grévistes : avec des mouvements seulement chapeautés d'en-haut, le risque existe que le lâchage d'un syndicat mette en danger la mobilisation de tous et toutes – nous savons que cela s'est déjà produit. C'est notre mouvement, il est normal que nous le contrôlions de bout en bout.

## Tous ensemble, nous pouvons ET NOUS ALLONS GAGNER !

[nouveaupartianticapitaliste.fr](http://nouveaupartianticapitaliste.fr) / [continuer.npa.2022@gmail.com](mailto:continuer.npa.2022@gmail.com)



## **Le pacte de Pap Ndiaye : grosse arnaque et attaque contre nos statuts !**

Pap Ndiaye a annoncé la mise en place du pacte de prétendue revalorisation de 10 % de nos rémunérations. Une revalorisation ? À condition de travailler 72 heures de plus par an, soit deux heures par semaine de cours, pour toucher moins que ce que rapportent actuellement deux heures supplémentaires dans le second degré.

Ce « pacte » introduit la rémunération au mérite, et non plus selon la grille indiciaire, en cherchant à diviser et à mettre en concurrence les collègues.

Refusons-le tout net et exigeons une réelle augmentation de nos salaires : pas un seul revenu en-dessous de 2000 euros par mois !

## **RÉFORME DES LYCÉES PROFESSIONNELS : LA BATAILLE N'EST PAS FINIE**

Le 27 janvier, la ministre de l'Enseignement professionnel Carole Grandjean a présenté 117 nouvelles propositions. La mesure phare de la réforme, l'allongement de la durée des temps de stage, est abandonnée ! Cette mesure entraînait moins de formation au lycée, donc des pertes de postes pour les profs et une déqualification pour les élèves.

Mais parmi les propositions restantes, on trouve toujours l'individualisation des parcours diplômants (bac pro en 1 à 4 an...), la mise en place d'un tutorat donnant plus de place aux entreprises et la survalorisation de l'apprentissage.

Le projet va toujours à l'encontre de toute notion de service public afin de mieux servir le patronat. Alors après ce premier recul du gouvernement, continuons le combat !

## **SUPPRESSION DE LA TECHNO EN 6ÈME : AUSTÉRITÉ ET ADAPTATION AUX BESOINS DU PATRONAT**

Macron prévoyait dans son programme « une demi-journée par semaine consacrée à l'orientation dès la classe de 5ème en associant les entreprises (...), en transformant l'enseignement actuel de technologie, sans ajout d'heures. »

La cause de la disparition de l'heure de technologie en 6ème annoncée par la presse – et qui sonne comme une condamnation pour des centaines de collègues dont le poste est

supprimé ou qui se retrouvent en compléments de service – n'a donc rien à voir avec la « remédiation » en français et en maths : il s'agit en fait de faire des élèves des salariés prêts à l'emploi, adaptés au marché du travail local, tout en remédiant aux problèmes de recrutement et de dégager des heures sans mettre de moyens supplémentaires.

## **Académie de Grenoble : mobilisation contre la casse des REP et des UPE2A**

La baisse des dotations est drastique dans les établissements REP de l'Isère : 33 heures en moins au collège Lucie Aubrac de Grenoble, 28 aux collèges Vercors de Grenoble et Aragon de Villefontaine, 13 heures au lycée Cartan de La Tour-du-Pin, soit 113 heures supprimées depuis la réforme du lycée...

Au collège Mattons de Vizille, les ULIS sont intégrées de force dans les classes, sans être comptées dans les effectifs, qui atteignent jusqu'à 33 élèves par classe ! Au collège Stendhal de Grenoble, l'UPE2A perd six heures...

Des grèves ont été entamées à Aubrac, Vercors, Aragon et au lycée Vaucanson, des parents ont refusé de mettre leurs enfants à l'école et plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées devant le rectorat de Grenoble le 1er février.

Et ce n'est qu'un début !

## **MOBILISATION LYCÉENNE AU LYCÉE JACQUES BREL DE LA COURNEUVE**

Le 30 janvier, les élèves du lycée Jacques Brel de La Courneuve (93) ont rejoint la mobilisation en organisant une chaîne humaine devant le lycée. Le lendemain, une vingtaine d'entre eux et elles se sont rendus à la manifestation, puis le 7 février, les élèves ont participé à la marche organisé par les grévistes de la ville, avant de se rendre à Paris. Le blocage a enfin été reconduit le 10 février.

La direction a répondu en faisant appel à la police et aux équipes mobiles de sécurité, en menaçant d'appeler les parents et de compter les absences. Heureusement, une grande partie des enseignants et enseignantes, qui pour certains étaient en grève reconductible, ont exprimé leur solidarité : jeunes ou moins jeunes, soyons déterminés contre cette réforme qui concentre à elle seule toute l'injustice de cette société !